Après l'acte V - Les gilets jaunes, toujours debout, montrent la voie à tout-e-s les travailleurs/ses : il faut travailler à une grève générale de masse pour chasser Macron

Samedi 15 décembre, Macron n'a pas pu empêcher l'acte V des Gilets jaunes. Tout a été mis en place pour empêcher la poursuite de la mobilisation :

1. Une immense répression. Des centaines de Gilets jaunes n'ont pas pu se rendre à Paris : leurs voitures et bus ont été stoppés. 57 stations de métro ont été fermées (une dizaine de plus que le 8 décembre) pour empêcher les gilets jaunes de se rendre pour les points de rassemblement. Le pouvoir a encore procédé à des interpellations préventives. En tout, il y a 168 interpellations à Paris. Les gilets jaunes ont été dépouillés de leurs pancartes et protections contre l'ultra-violence policière. Il fallait que les gueux qui osent venir manifester assument le risque de se faire réprimer sans pouvoir se protéger. Le message était clair : « Si vous voulez rester en vie, rentrez chez vous » (https://tendanceclaire.org/breve.php?id=31845).

Toute la journée, les flics ont cherché à empêcher les regroupements, scindant les manifestants en petits groupes. Les flics ont gazé, tiré au flashball, juste pour terroriser les manifestants et les faire partir. Deux de nos camarades de la Tendance Claire ont ainsi été touchées par des tirs de flashball.

2. Les médias ont désinformé massivement pour dissuader toute velléité de manifester. Depuis des semaines, ils ne parlent que des violences des manifestants et appellent à toujours plus de répression. La presse internationale pointe la dérive autoritaire de Macron, mais les médias capitalistes français sont totalement indifférents aux manifestants tués, mutilés et humiliés. Le véritable scandale serait ailleurs, dans les vitrines brisées et les poubelles brûlées. Les médias ont martelé que Macron avait beaucoup cédé et qu'il fallait arrêter. Des sondages bidon ne peuvent dissimuler que Macron continue à s'effondrer dans les sondages

(https://tendanceclaire.org/breve.php?id=31840). Ils ont décrété que les gilets jaunes étaient « divisés », exhibant sans cesse leur petite bourgeoise favorite (Jacline Mouraud) ou leur petit facho bien propre sur lui (Benjamin Cauchy) pour répéter qu'il fallait arrêter le mouvement. Il s'agissait d'expliquer qu'il n'y avait plus que les extrémistes qui voulaient continuer le mouvement.

3. Tous les politiciens de droite et d'extrême-droite se sont joints à Macron pour ordonner aux gilets jaunes de rester chez eux. Les soi-disants soutiens des gilets jaunes (Wauquiez, Dupont gnan gnan, Le Pen) ont expliqué qu'il fallait tout arrêter parce que cela commençait à peser significativement sur l'économie française, sur l'image de la France... et qu'il fallait tranquillement rentrer chez soi et mettre le bon bulletin de vote lors des prochaines élections. Les masques sont tombés, et les gilets jaunes qui avaient encore des illusions pour ces politiciens ont compris quelle était la valeur de leur soutien.

4. L'attentat de Strasbourg a été odieusement instrumentalisé pour ordonner aux gilets jaunes d'arrêter le mouvement. Politiciens et médias nous ont bien sur ordonné de reprendre une vie normale, c'est-à-dire de travailler sans moufeter et de consommer gentiment. Il ne fallait plus fatiguer nos forces de l'ordre.

Mais rien n'y a fait. Il fallait beaucoup de courage et de détermination pour aller manifester samedi. Et pourtant, des dizaines de milliers de gilets jaunes ont manifesté, pour beaucoup toute la journée, dans le froid, la pluie, et sous les gaz et les tirs de flashball. Comme chaque samedi, le gouvernement annonce une baisse de la mobilisation ! Cette fois-ci, elle a bien eu lieu, mais elle reste impressionnante. Et le gouvernement continue de mentir et de manipuler grossièrement (cf. notre article : https://tendanceclaire.org/article.php?id=1485). Castaner a annoncé 66.000 manifestants samedi à 18h contre 126.000 à la même heure le 8 décembre. Mais c'est une photographie à un moment donné qui n'a aucun sens, puisque la plupart des manifestations et rassemblements étaient terminés ! Ainsi, Castaner annonce 900 manifestants à Paris à 18h..... Il faut dire que en effet la plupart des manifestants parisiens étaient déjà partis.... Pour beaucoup, ils manifestaient depuis 10h du matin. Bref, Castaner continue son opération de désinformation, et évidemment les grands médias aboient les paroles de leur maître.

L'ampleur du mouvement des gilets jaunes ne se mesure pas seulement au nombre de manifestants. Il se mesure aussi et surtout par sa détermination à braver les interdictions et les pressions, par son immense popularité dans le prolétariat le plus exploité, par son degré d'implication de dizaines de milliers de travailleurs, par son auto-organisation et les discussions qui ont pu naître (cf. par exemple l'appel de Commercy qui a beaucoup circulé : https://tendanceclaire.org/article.php?id=1484). Le pouvoir et la bourgeoisie ont raison d'avoir peur, car c'est un mouvement qui échappe à la bureaucratie syndicale si rassurante. Les moyens mobilisés par l'appareil d'État pour anéantir ce mouvement sont à la hauteur de cette peur.

Le rôle criminel des directions syndicales protégeant Macron

Il faut revenir ici sur l'attitude des bureaucraties syndicales qui a été décisif pour protéger le gouvernement, en s'efforçant d'isoler le mouvement des gilets jaunes du prolétariat organisé dans les syndicats ou influencés par ces derniers.

Inutile de s'appesantir sur l'attitude d'un Berger, puisque cela fait déjà bien longtemps que la CFDT est devenue une officine du Medef.

Mais il faut s'attarder sur le rôle de la direction de la CGT. Martinez a dans un premier temps craché sur ce mouvement, et son discours différait peu de celui d'un Darmanin qui a osé parlé de la « peste brune » qui a souillé nos jolis Champs Elysées. Cela a eu un triple effet néfaste. D'une part, cela a freiné l'investissement de militant.e.s syndicaux de base dans la mobilisation, laissant le terrible à la droite et à l'extrême-droite. Ce retard a rendu bien plus difficile et plus extérieure l'intervention des mêmes lorsqu'ils ont commencé à vouloir s'insérer dans le mouvement. On n'est évidemment pas reçu pareil quand on est sur les barrages depuis le premier jour ou quand on y arrive comme une fleur au bout d'une ou de deux ou de trois semaines. Ensuite, cela a cautionné la propagande gouvernementale pour essayer de discréditer le mouvement des gilets jaunes, facilitant l'opposition entre le prolétariat en gilets jaunes et les autres couches du prolétariat, et accroissant le discrédit des organisations syndicales, à tort parfois assimilées à leurs directions. Enfin, cela a retardé la construction d'une possible mobilisation sur les lieux de travail, qui aurait été décisive pour permettre à la lutte de franchir un saut qualitatif.

Puis, en bon bureaucrate, il a cherché à le tuer, tout en faisant mine d'adopter une attitude plus bienveillante. Alors que de plus en plus de structures de la CGT exigeaient un plan de mobilisation pour bloquer l'économie en lien avec les gilets jaunes, Martinez a gagné du temps. Il a refusé d'appeler à converger avec les gilets jaunes les samedi... et il a convoqué une journée d'action le vendredi 14 décembre, un mois après le début du mouvement des gilets jaunes ! Et la direction de la CGT a bien pris soin de saboter sa propre journée, puisque rien n'a été fait pour entraîner les salariés dans la grève. Par exemple, dans la fonction publique, la CGT a proposé une journée de grève autour de mi janvier... déposant un simple préavis pour le 14 décembre.

Et soudainement, Martinez s'est radicalisé à contretemps le vendredi 14 décembre au matin (https://tendanceclaire.org/breve.php?id=31791), appelant à la grève partout ! Surpris d'une telle radicalité, le journaliste Bourdin lui demande : « Est-ce que vous appelez à une grève générale ? ». Martinez répond : « Si la grève se généralise, oui ». Une réponse ridicule illustrant le caractère grotesque du personnage, qui ne cesse de prendre les travailleurs/ses pour des imbéciles. Tout le monde a bien compris que Martinez ne voulait pas de la grève générale, et cette posture ne trompe plus grand monde. Elle n'inquiète d'ailleurs personne au sommet de l'État. Et tout le monde a pu constater à quel point les propos de Martinez étaient en décalage avec la faiblesse de la participation à sa journée d'action du vendredi 14 décembre.

Le rôle de la direction de la FSU et du SNES est aussi particulièrement lamentable. Alors que le mouvement lycéen a commencé, dans la foulée du mouvement des gilets jaunes, portant les revendications des principaux syndicats du secteur, celui d'une abrogation des réformes Blanquer, le SNES n'a non seulement rien fait pour construire la grève dans le secteur, même une seule journée, mais en outre, au niveau national, a combattu la grève de toutes ses forces. Le SNES n'a adopté un ton un peu plus gauche que là où la force de la mobilisation lycéenne et les départs en grève spontanées d'établissement la forçait à aller un peu plus loin. Plus précisément, le SNES a combattu la journée du 14 décembre, appelant les profs à ne pas faire grève car… il n'allait pas y avoir beaucoup de grévistes ! Mais si le SNES avait non seulement appelé à la grève et l'avait préparée, il y en aurait eu beaucoup plus, notamment dans les régions les plus mobilisées, ouvrant la possibilité de renforcer le mouvement lycéen et d'étendre la lutte enseignante. Elle a opposé à la perspective de la grève tout de suite des rassemblements devant les Rectorat le mercredi 19 décembre après-midi et une hypothétique journée d'action de la Fonction Publique en janvier.

Les gilets jaunes ont démonétisé la bureaucratie syndicale. Plus rien ne sera comme avant. La coupure entre la bureaucratie syndicale et le prolétariat réel est plus accentuée qu'avant la mobilisation. L'extrême-droite va être à la manœuvre pour capter cette colère populaire sur son terrain nauséabond, en dernière instance au service des intérêts du grand patronat. Mais la force et la dynamique du mouvement des gilets jaunes nous laissent espérer une autre issue. Les anticapitalistes révolutionnaires doivent lutter impitoyablement contre les stratégies mortifères des bureaucraties syndicales, aider à l'auto-organisation du mouvement des gilets jaunes et proposer une issue politique à la crise de légitimité du système.

Cela pose notamment comme tâche aux militants combatifs d'imposer dans le propre structure une transformation radicale de l'orientation, du fonctionnement et des méthodes d'action. Il faut mettre dehors les dirigeant.e.s embourbé.e.s jusqu'au cou dans la collaboration de classe, développer les liens entre structures combatives, réunir les adhérent.e.s régulièrement pour permettre à la base d'imposer ses exigences, développer des formes d'action déterminées, capables de faire reculer le patronat et son gouvernement.

La crise ouverte ne va pas se refermer aussi vite que l'imagine le pouvoir. Les gilets jaunes sont toujours debout, les lycéen.ne.s sont encore déterminés à lutter et en train de s'organiser, les fractions les plus avancées du milieu enseignant également. C'est pourquoi il faut poursuivre les efforts pour donner un second souffle au mouvement, avec pour axe principal l'organisation d'une journée de grève massive, avec des assemblées générales, des blocages de zones industrielles ou commerciales, et des manifestations gigantesques. Cette journée devrait clairement être appelée dans la perspective d'une authentique grève générale bloquant l'économie du pays.

Il nous faut défendre ouvertement un projet communiste autogestionnaire, fondé sur la souveraineté des travailleurs/ses dans tous les domaines. La concrétisation du slogan

« le pouvoir au peuple » passe par l'expropriation des grands capitalistes et la mise en place de nouvelles institutions démocratiques où le pouvoir des travailleurs/ses pourra s'exercer pleinement.

Gaston Lefranc, le 16 décembre 2018